

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de juin 2000

Excédent budgétaire de 2,1 milliards de dollars en juin 2000

Un excédent budgétaire de 2,1 milliards de dollars a été enregistré en juin 2000, en hausse de 0,8 milliard par rapport à l'excédent de 1,3 milliard enregistré en juin 1999. Les recettes budgétaires ont augmenté de 1,3 milliard (9,7 %) et les dépenses de programmes, de 0,5 milliard (5,5 %), tandis que les frais de la dette publique sont demeurés pratiquement inchangés.

Voici comment les principales composantes des recettes ont évolué d'une année sur l'autre :

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont grimpé de 13,1 %, traduisant la forte croissance des retenues sur le revenu d'emploi en raison de l'augmentation du nombre de personnes occupant un emploi.
- Les recettes au titre de l'impôt des sociétés ont augmenté de 27,1 % en raison de la hausse des bénéfices des sociétés et de facteurs chronologiques liés au mécanisme des acomptes mensuels d'impôt.
- Les rentrées de taxe sur les produits et services (TPS) ont grimpé de 24,1 %, notamment en raison du calendrier des remboursements. Les recettes brutes ont fortement augmenté, mais les remboursements sont demeurés stables. La progression des remboursements suit habituellement de près celles des recettes brutes.
- Les autres composantes clés des recettes sont en baisse.

D'une année sur l'autre, toutes les composantes des dépenses de programmes sont en hausse :

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 1,7 % puisque l'augmentation des prestations aux aînés a plus que compensé le recul des paiements au titre des prestations d'assurance-emploi.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 11,0 %, ce qui traduit la progression des transferts en espèces en vertu du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) et de la péréquation.
- Les dépenses de programmes directes ont augmenté de 5,6 %, reflétant l'effet des règlements salariaux et des initiatives annoncées dans les récents budgets.

Excédent budgétaire de 8,2 milliards de dollars d'une année sur l'autre

Au cours des trois premiers mois de l'exercice 2000-2001, l'excédent budgétaire a été estimé à 8,2 milliards de dollars, en hausse de 3,5 milliards par rapport à l'excédent de 4,7 milliards enregistré pour la même période en 1999-2000.

Toutefois, les résultats à ce jour ne tiennent pas compte des mesures de réduction des impôts touchant l'exercice en cours et annoncées dans le budget de 2000 dans le cadre du Plan quinquennal de réduction des impôts.



La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	juin		d'avril à juin	
	1999	2000	1999-2000	2000-2001
	(en millions de dollars)			
Opération budgétaires				
Recettes	13 338	14 634	39 958	44 558
Dépenses de programmes	-8 598	-9 068	-24 850	-26 159
Solde de fonctionnement	4 740	5 566	15 108	18 399
Frais de la dette publique	-3 464	-3 450	-10 388	-10 205
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 276	2 116	4 720	8 194
Opérations non budgétaires	-6 183	-7 187	-5 371	-9 816
Besoins ou ressources (opérations de change exclues)	-4 907	-5 071	-651	-1 621
Opérations de change	-1 273	730	-770	2 686
Solde financier net	-6 180	-4 341	-1 421	1 065
Variation nette des emprunts	2 421	353	-4 723	-5 286
Variation nette de l'encaisse	-3 759	-3 988	-6 144	-4 221

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

Le rétablissement de la pleine indexation du régime d'impôt sur le revenu des particuliers, la réduction du taux intermédiaire d'imposition, qui passe de 26 à 24 %, et le relèvement des seuils de revenu auxquels les taux de l'impôt sur le revenu des particuliers s'appliquent sont au nombre des mesures qui freineront la croissance des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers. Comme on peut le lire dans *Le plan budgétaire de 2000*, l'effet budgétaire net de toutes les mesures de réduction ayant une incidence sur l'exercice 2000-2001 se chiffre à 4,6 milliards de dollars. Par conséquent, les résultats budgétaires des premiers mois de 2000-2001 ne reflètent pas fidèlement l'évolution de la situation pour l'ensemble de l'année.

Les recettes budgétaires ont augmenté de 4,6 milliards (11,5%) d'une année sur l'autre. Parmi les principales composantes :

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont progressé de 2,3 milliards (12,0 %), surtout en raison des recettes plus élevées au titre des retenues mensuelles sur

le revenu d'emploi, résultat de l'augmentation du nombre de personnes occupant un emploi. En outre, les montants plus élevés d'impôt payés à la déclaration et la baisse des remboursements au titre de l'année d'imposition 1999 ont également contribué à l'augmentation d'une année sur l'autre. D'ici la fin de l'année, la progression de cette composante devrait ralentir à mesure que les réductions d'impôt annoncées dans le budget de 2000 prendront effet.

- Les recettes d'impôt des sociétés ont augmenté de 1,5 milliard (31,5 %). Même si cette hausse reflète en partie la vigueur soutenue des bénéfices des sociétés, le mécanisme des acomptes d'impôt y a également contribué. Les sociétés doivent verser des acomptes mensuels d'impôt en fonction soit de l'impôt effectivement exigible de l'année précédente, soit de l'impôt dont elles prévoient être redevables pour l'année en cours. Même si les bénéfices des sociétés ont nettement progressé en 1999, les acomptes mensuels d'impôt pour la majeure partie de l'année d'imposition 1999

Tableau 2

Recettes budgétaires

	juin			d'avril à juin		
	1999	2000	variation	1999-2000	2000-2001	variation
	(en millions de dollars) (%)			(en millions de dollars) (%)		
Impôts sur le revenu						
Impôts sur le revenu des particuliers	6 378	7 215	13,1	19 506	21 842	12,0
Impôts sur le revenu des sociétés	1 685	2 141	27,1	4 698	6 180	31,5
Autres revenus d'imposition	186	218	17,2	753	811	7,7
Total des recettes d'impôt sur le revenu	8 249	9 574	16,1	24 957	28 833	15,5
Cotisation d'assurance-emploi	1 779	1 750	-1,6	5 366	5 309	-1,1
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1 529	1 898	24,1	5 377	6 495	20,8
Droits de douane à l'importation	285	165	-42,1	622	455	-26,8
Taxes de vente et d'accise	825	786	-4,7	2 169	2 079	-4,1
Total des taxes et droits d'accise	2 639	2 849	8,0	8 168	9 029	10,5
Total des recettes fiscales	12 667	14 173	11,9	38 491	43 171	12,2
Recettes non fiscales	671	461	-31,3	1 467	1 387	-5,5
Total des recettes budgétaires	13 338	14 634	9,7	39 958	44 558	11,5

se fondaient sur l'impôt exigible pour 1998, année au cours de laquelle les bénéficiaires des sociétés ont diminué, ce qui explique la baisse des acomptes en 1999. Comme les acomptes mensuels courants sont largement tributaires de l'impôt exigible pour 1999, les résultats mensuels pour 2000-2001 risquent d'être à nouveau trompeurs.

- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont fléchi de 1,1 % puisque la baisse des taux de cotisation (le taux des cotisations salariales est passé de 2,55 \$ à 2,40 \$ par tranche de 100 \$ de gains assurables entre 1999 et 2000) a atténué l'effet de l'augmentation du nombre de personnes qui occupent un emploi et qui donc cotisent à l'assurance-emploi.
- Les recettes de TPS ont augmenté de 1,1 milliard (20,8 %). Comme il a déjà été mentionné, cette hausse est attribuable pour près de la moitié au délai entre la perception des recettes et le versement des remboursements applicables. Les recettes brutes ont grimpé de 11 %, parallèlement à la croissance de l'assiette pertinente. En revanche, les remboursements

n'ont augmenté que de 3,7 %. Cette tendance devrait se renverser au cours des prochains mois, de sorte que les résultats nets traduiront mieux la progression de l'assiette sous-jacente.

D'avril à juin 2000, les dépenses de programmes ont augmenté de 1,3 milliard (5,3 %) par rapport à la même période l'an dernier. Cette hausse touche toutes les grandes composantes.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 1,7 % alors que la baisse des prestations d'assurance-emploi a largement compensé l'augmentation des prestations versées aux aînés, dont le montant plus élevé traduit la hausse du nombre de personnes admissibles et du montant moyen des prestations, qui sont indexées pour inflation. La baisse des prestations d'assurance-emploi est surtout attribuable au nombre moins élevé de bénéficiaires, ce qui reflète la diminution du nombre de chômeurs.
- Les principaux transferts à d'autres administrations ont progressé de 9,3 %, résultat de l'augmentation des transferts en espèces en vertu du TCSPS et de la péremption.

La revue financière

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	juin		variation (%)	d'avril à juin		variation (%)
	1999	2000		1999-2000	2000-2001	
	(en millions de dollars)			(en millions de dollars)		
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	1 910	1 967	3,0	5 700	5 936	4,1
Prestations d'assurance-emploi	769	757	-1,6	2 791	2 702	-3,2
Total	2 679	2 724	1,7	8 491	8 638	1,7
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 125	8,0	3 125	3 375	8,0
Transferts fiscaux	866	991	14,4	2 601	2 886	11,0
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-188	-206	9,6	-563	-617	9,6
Total	1 720	1 910	11,0	5 163	5 644	9,3
Dépenses directes de programmes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	26	5	-80,8	73	27	-63,0
Affaires étrangères	34	99	191,2	229	243	6,1
Santé	146	66	-54,8	262	254	-3,1
Développement des ressources humaines	193	228	18,1	276	296	7,2
Affaires Indiennes et du Nord	334	323	-3,3	1 392	1 481	6,4
Industrie et développement régional	108	131	21,3	263	283	7,6
Anciens combattants	114	118	3,5	341	355	4,1
Autres	207	125	-39,6	503	463	-8,0
Total	1 162	1 095	-5,8	3 339	3 402	1,9
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	35	70	100,0	205	285	39,0
Société canadienne d'hypothèques et de logement	152	170	11,8	452	470	4,0
Autres	129	144	11,6	303	349	15,2
Total	316	384	21,5	960	1 104	15,0
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	767	874	14,0	1 998	2 032	1,7
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 954	2 081	6,5	4 899	5 339	9,0
Total	2 721	2 955	8,6	6 897	7 371	6,9
Total des dépenses directes de programmes	4 199	4 434	5,6	11 196	11 877	6,1
Total des dépenses de programmes	8 598	9 068	5,5	24 850	26 159	5,3
Frais de la dette publique	3 464	3 450	-0,4	10 388	10 205	-1,8
Total des dépenses budgétaires	12 062	12 518	3,8	35 238	36 364	3,2
Poste pour mémoire :						
Total des transferts	5 561	5 729	3,0	16 993	17 684	4,1

L'augmentation des transferts en espèces en vertu du TCSPS reflète la décision, annoncée dans le budget de 1999, de faire passer le plancher de ces transferts de 12,5 milliards de dollars en 1999-2000 à 13,5 milliards en 2000-2001. La hausse des droits à péréquation est attribuable au fait que l'économie de l'Ontario demeure plus vigoureuse que celle des provinces bénéficiaires de la péréquation.

- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la différence entre le total des dépenses de programmes et les principaux transferts aux particuliers et à d'autres administrations, ont augmenté de 6,1 %. Cette composante comprend les subventions et autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État, de même que les dépenses de fonctionnement et les immobilisations du gouvernement, y compris au chapitre de la défense. L'évolution de cette composante dépend du calendrier des paiements, de la fin du gel des salaires et de l'effet de nouvelles mesures annoncées dans le budget de février 2000.

Quant aux frais de la dette publique, ils ont diminué de 1,8 % en raison de la baisse de l'encours de la dette portant intérêt puisque le taux effectif moyen d'intérêt a légèrement augmenté.

Besoins financiers de 1,6 milliard de dollars (opérations de change exclues) d'avril à juin 2000

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où s'effectue le paiement correspondant. Il ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les besoins et l'excédent financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire, car ils comprennent des opérations

relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. La conversion de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également reflétée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 9,8 milliards de dollars au cours des trois premiers mois de 2000-2001. Cette situation résulte notamment du versement à une fiducie en main tierce de 2,5 milliards au titre du supplément du TCSPS annoncé dans le budget de 2000 et du premier acompte au titre des paiements de parité salariale. Il s'est donc dégagé des besoins financiers (excluant les opérations de change) de 1,6 milliard au cours de la période d'avril à juin 2000 comparativement à des besoins de 0,7 milliard enregistrés à la période correspondante de l'exercice précédent.

Ressources financières nettes de 1,1 milliard d'avril à juin 2000

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité du dollar canadien sur le marché des changes. À cette fin, le Fonds achète des devises (vend des dollars canadiens) lorsque la monnaie canadienne subit des pressions à la hausse et vend des devises (achète des dollars canadiens) lorsque la monnaie subit des pressions à la baisse. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que la vente de dollars canadiens représente un besoin. L'évolution du passif en devises, dont l'objet est de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaie étrangère, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, la période d'avril à juin 2000 a été marquée par des ressources nettes de 2,7 milliards de dollars, comparativement à des besoins nets de 0,8 milliard pour la même période de l'exercice précédent.

La revue financière

Tableau 4

Solde budgétaire et besoins ou ressources

	juin		d'avril à juin	
	1999	2000	1999-2000	2000-2001
	(en millions de dollars)			
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 276	2 116	4 720	8 194
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	-32	188	-137	196
Autres	126	18	450	113
Total	94	206	313	309
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-175	150	271	-26
Comptes de pension de retraite	373	68	1 056	593
Autres	-102	-134	-108	-227
Total	96	84	1 219	340
Autres opérations	-6 373	-7 477	-6 903	-10 464
Total des opérations non budgétaires	-6 183	-7 187	-5 371	-9 816
Besoins ou ressources (opérations de change exclues)	-4 907	-5 071	-651	-1 621
Opérations de change	-1 273	730	-770	2 686
Solde financier net	-6 180	-4 341	-1 421	-1 065

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	juin		d'avril à juin	
	1999	2000	1999-2000	2000-2001
	(en millions de dollars)			
Solde financier net	-6 180	-4 341	-1 421	1 065
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	5 987	3 963	10 287	9 226
Obligations d'épargne du Canada	-882	-256	-1 003	-403
Bons du Trésor	-2 400	-3 600	-12 350	-12 550
Autres	173	500	999	700
Total partiel	2 878	607	-2 067	-3 027
Payables en devises				
Obligations négociables				-2 174
Billets et prêts				
Bons du Canada	-457	-254	-2 656	-85
Billets du Canada				
Total	-457	-254	-2 656	-2 259
Variation nette des emprunts	-2 421	353	-4 723	-5 286
Variation de l'encaisse	-3 759	-3 988	-6 144	-4 221

La revue financière

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif¹

	31 mars 2000	30 juin 2000	variation
	(en millions de dollars)		
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions			
Créditeurs et charges à payer	22,158	16 317	-5 841
Intérêts et dette échue	8 678	11 724	3 046
Provisions	13 516	11 838	-1 678
Total des crédeurs, des charges à payer et des provisions	44 352	39 879	-4 473
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	127 485	128 078	593
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 262	6 236	-26
Autres régimes de retraite et autres comptes	6 749	6 522	-227
Total des régimes de retraite et autres comptes	140 496	140 836	340
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	293 927	303 153	9 226
Bons du Trésor	99 850	87 300	-12 550
Obligations d'épargne du Canada	26 432	26 029	-403
Autres	3 552	4 252	700
Total partiel	423 761	420 734	-3 027
Payable en devises			
Obligations négociables	25 528	23 354	-2 174
Bons du Canada	6 008	5 923	-85
Billets du Canada	1 053	1 053	0
Total partiel	32 589	30 330	-2 259
Total de la dette non échue	456 350	451 064	-5 286
Total de la dette portant intérêt	596 846	592 011	-4 835
Total du passif	641 198	631 778	-9 420
Actif			
Encaisse et débiteurs	10 614	6 393	-4 221
Comptes d'opérations de change	43 911	46 597	2 686
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	12 849	13 158	309
Total de l'actif	67 374	66 148	-1 226
Déficit accumulé (dette publique nette)	573 824	565 630	-8 194

¹ Suppose un solde budgétaire de 3 milliards de dollars pour 1999-2000.

La revue financière

Tableau 7

Compte de service et de réduction de la dette

	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
	(en millions de dollars)							
Recettes brutes de TPS	29 564	30 516	32 652	36 715	38 048	40 733	46 986	50 174
Moins :								
Remboursements	12 134	13 145	14 271	17 112	18 874	19 782	24 633	2 640
Crédit trimestriel aux contribuables à faible revenu	2 262	2 503	2 685	2 816	2 799	2 872	2 892	2 850
Recettes nettes de TPS	15 168	14 868	15 696	16 787	16 375	18 079	19 461	20 684
Pénalités et intérêts perçus au titre de la TPS	19	71	90	129	135	159	127	123
Produits de la liquidation des participations dans les sociétés d'État	2	110			325			
Dons à l'État	0,4	0,1	0,2	0,5	0,3	0,3	0,2	1,2
Produits pour le Compte	15 190	15 050	15 786	16 916	16 835	18 238	19 588	20 808

Source : *Comptes publics du Canada*.

Avec un excédent budgétaire de 8,2 milliards de dollars, des besoins nets de 9,8 milliards relatifs aux opérations non budgétaires et des ressources nettes de 2,7 milliards pour les opérations de change, les ressources financières nettes s'établissaient à 1,1 milliard pour la période d'avril à juin 2000, comparativement à des besoins nets de 1,4 milliard l'année précédente.

Baisse des emprunts nets de 5,3 milliards d'avril à juin 2000

Fort de ressources nettes de 1,1 milliard de dollars et en raison d'une baisse de l'encaisse de 4,2 milliards, le gouvernement a remboursé une tranche de 5,3 milliards de la dette contractée sur le marché au cours des trois premiers mois de 2000-2001. Au 30 juin 2000, l'encaisse s'établissait à 8,7 milliards de dollars.

Compte de service et de réduction de la dette

En juin 1991, le projet de loi instituant le Compte de service et de réduction de la dette a reçu la sanction royale. Depuis le 1^{er} avril 1991, toutes les recettes perçues au titre de la TPS, diminuées des crédits de taxe sur les intrants, des remboursements et du crédit en faveur des contribuables à revenu modeste, de même que le produit net de la vente de sociétés d'État et les dons à l'État affectés à la réduction de la dette doivent, en vertu de la loi, être versées directement au Compte. Le solde de celui-ci ne peut servir qu'à acquitter les frais de service de la dette et, en dernier lieu, à la rembourser. Le Compte est vérifié annuellement par le vérificateur général du Canada.

